

Lettre à mes frères

Depuis trop longtemps nous, vos soeurs, avons refusé d'examiner la pornographie. Vous étiez les seuls à regarder ces films et ces revues érotiques — il n'y a pas de différence: érotique c'est pornographique, (simplement parce que l'art de l'érotisme a disparu). Maintenant que nous avons vu, nous sommes obligées de vous en parler. Je ne veux pas croire que vous, mes frères, êtes d'une autre espèce; je veux croire que vous êtes de la même espèce que moi et donc je peux vous parler.

Vous défendez la pornographie, vous nous accusez de censure, et ceci vous le faites par réflexe — vous êtes habitués à imposer vos "droits", vous dominez dans cette société. Ceci est au niveau de l'inconscience pour la plupart d'entre vous, mais je ne peux pas vous donner cette excuse. Mes biens chers frères, j'insiste que vous preniez conscience de vos actions, de vos attitudes envers nous, vos soeurs.

Il y en a plusieurs d'entre vous qui prennent conscience d'autres sujets sociaux — l'armement mondial nucléaire, les guerres, les tortures dans certaines nations — mais au sexisme, vous fermez les yeux. C'est à cause du sexisme que ma vie (la vie de vos soeurs!) est beaucoup plus difficile que la vôtre. Vous tenez les rênes de ma libération, et ceci me dérange.

Je ne suis plus capable de vous regarder dans les yeux, j'ai honte de ce que vous croyez à notre sujet — vous nous éloignez, mes frères. . .

Je crois bien que vous êtes aussi indignés que nous face à la violence contre les femmes — la violence explicite vous la voyez — mais vous n'osez pas aller plus loin. Vous n'osez pas croire que toute pornographie est violence contre les femmes, que la haine qui est propagée dans ces films et ces revues, c'est de la violence. Vous agissez comme si vous nous haïssez!

Ceci n'est pas un avertissement, c'est un chagrin que j'exprime. C'est vous qui causez notre éloignement, qui causez une séparation entre nous. Vous vous servez de la pornographie comme substitut au rapprochement mutuel qui devrait avoir lieu entre vous et vos soeurs. Et vous entraînez nos petits frères à en faire autant. La propagande pornographique se répand dans leur milieu, à la télévision, partout. Vous encouragez les commerçants à faire la distribution. On ne se connaît plus, les hommes et les femmes. . . Pourquoi cette vengeance, cette haine? Qui êtes-vous mes frères?

Enfin, c'est vous qui décidez, c'est vous qui êtes capables d'arrêter la pornographie, car ce n'est pas nous qui en achetons. C'est vous qui marchandez, vous qui avez les droits, et moi je n'ai rien pour me défendre. Je n'ai aucun droit, aucune liberté face à cette industrie qui propage la haine et la violence contre les femmes. Il faut absolument que ce commerce cesse. Nous sommes toujours à votre merci, et ceci aussi devra cesser.

Louise Grandbois

Le centre contre le viol à Toronto

Louise Grandbois

Debbie Parent, a member of the Centre contre le viol/Rape Crisis Centre collective in Toronto, discusses the organization of the centre, its objectives and philosophy, and the services provided to abused women. A crisis line is open day and night; aid to women is also provided in self-help groups. The objective of the collective is to provide public education to change sexist attitudes toward women. The group works closely with other feminist groups since they all have as a goal the improvement of women's status in society. The collective is composed of sixteen members, with three full-time, paid employees. Proper training of volunteers has become extremely important. Parent hopes that one day the centre will own a house, which will enable the organization to expand its services and give better support to all women who suffer violence.

*Une entrevue avec Debbie Parent
membre de la collectivité du Centre
contre le viol, par Louise J.
Grandbois*

Louise: Qui sont les fondatrices du Centre? Quand le Centre a-t-il été fondé?

Debbie: En 1974 un groupe de femmes, composé d'étudiantes, d'avocates, de médecins, toutes des féministes et s'identifiant comme tel, se sont rendues compte que dans une grande ville comme Toronto, il n'y avait pas de services offerts aux femmes violées: leur seul et unique recours se réduisait aux médecins, aux hôpi-

taux, aux policiers et à la cour. Elles ont établi avec un petit octroi du gouvernement municipal ou provincial, je crois, une ligne "télé-aide" (crisis line) offrant une écoute sept jours par semaine, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Et, neuf ans plus tard, soit en 1983, nous nous retrouvons avec deux bureaux, sans compter notre "ligne télé-aide" en plus de services divers. Je pense que notre deuxième priorité, après le service d'aide téléphonique, c'est l'éducation du public.

Louise: Alors, l'objectif premier était l'aide aux victimes du viol. . . Vous ne semblez pas d'accord avec ce terme?

Debbie: Non, nous préférons ne pas utiliser le terme victime. Je pense que c'est un mot trop utilisé par le public. Lorsqu'on utilise ce mot "victime", on pense: "les pauvres victimes". Nous ne nions pas le fait que les femmes qui ont été violées ont des besoins, mais nous ne les voyons pas comme des victimes. Nous les voyons comme des femmes qui ont été violées, qui ont besoin de support, de changer quelque chose dans leur vie, mais nous ne les approchons pas comme "victimes". Je pense que c'est un terme utilisé davantage par les médecins et les services sociaux.

Louise: Le Centre a beaucoup développé ses objectifs depuis le début, n'est-ce pas? Pouvez-vous nous dire quels sont les objectifs du Centre aujourd'hui et quels services vous offrez, en plus d'aider les femmes qui ont été violées.

Debbie: Oui, je pense que le Centre a d'autres objectifs; il est difficile pour moi de répondre à cette question, parce que je n'étais pas ici il y a neuf ans. Premièrement, nous avons commencé avec l'objectif d'aider la femme qui avait été violée; nous avons développé ensuite notre analyse féministe qui nous a mené à voir qu'en plus d'aider ces femmes (on est toujours dans la position d'aider les femmes qui ont été violées, d'être attentives à leurs besoins), il fallait arrêter le viol, il fallait arrêter la violence contre les femmes.

L'objectif, c'est de changer les attitudes, de changer la perception de la société envers les femmes.

C'est premièrement les attitudes sexistes qu'il faut changer, et pour les changer, nous avons développé un programme d'éducation pour le public. Nous parlons avec les gens, mais nous travaillons aussi beaucoup en coopération avec les autres groupes de femmes. Nous croyons qu'il faut supporter ces groupes, ces organismes qui travaillent pour les droits des femmes, par exemple le droit à l'avortement, le droit pour les mères d'avoir accès à des garderies pour le soin de leurs enfants. Je crois qu'il est important de travailler avec tous ces groupes parce que nous avons toutes le même but, celui d'améliorer le sort de la femme dans la société. Le Centre appuie tous ces groupes, toutes ces revendications féministes.

Louise: Alors c'est un Centre de la femme, en fait?

Debbie: Oui, nous en sommes venues à ça parce que nous sommes à peu près les seules à avoir une "ligne télé-aide" pour les femmes, ici à Toronto.

Nous travaillons avec des femmes qui ont vécu des relations incestueuses, du harcèlement sexuel, des femmes qui veulent combattre la pornographie. La diversité des problèmes qui nous ont été présentés depuis quatre ans, nous a incité à offrir une gamme de services desservant toutes les femmes.

Louise: Combien de femmes aidez-vous? Vos statistiques?

Debbie: Les statistiques que nous avons indiquent seulement le nombre d'appels reçus, soit 800 appels l'an passé. Ces statistiques ne reflètent pas la gamme des problèmes avec lesquels nous travaillons; quoique la plupart des appels proviennent de femmes qui ont été violées, nous aidons plusieurs femmes dans différentes situations, de différentes façons.

Louise: Comment aidez-vous les femmes? Au téléphone surtout?

Debbie: Bonne question. Je pense que ceci également est un changement qui s'est produit depuis trois ou quatre ans. Auparavant, la plupart des femmes semblaient satisfaites de la seule conversation téléphonique. Ceci a changé, je pense, parce que la communauté de plus en plus connaît l'existence du Cen-

tre, et aussi, j'espère, parce que l'attitude envers le viol a changé un peu. Ceci ne veut pas dire que maintenant c'est simple et facile pour une femme de faire un appel téléphonique au Centre contre le viol et de dire: "j'ai été violée et j'ai besoin de 'quelque chose'".

Le premier contact se fait au téléphone, mais de plus en plus de femmes veulent maintenant venir au Centre — parler face à face, ou bien faire un deuxième et troisième appel. Presque 50 p.cent de nos appels, c'est à dire 300 à 400 femmes, veulent venir au Centre pour avoir le contact personnel et elles veulent se joindre à nos groupes d'entraide (self-help groups).

Louise: J'aimerais en savoir plus long sur les groupes d'entraide. Mais avant cette élaboration, pourrais-tu, Debbie, nous dire, en moyenne peut-être, combien de temps s'écoule avant qu'une femme se sente capable de reprendre sa vie en main?

Debbie: Vraiment Louise, je ne peux pas te le dire. Ceci dépend de la femme en question, de la situation — est-elle mariée? a-t-elle des enfants? qui est l'homme qui l'a attaqué. . . Le fait qu'on voit le viol dans un contexte féministe peut aider les femmes davantage — ce n'est pas elle qui en est responsable, elle n'est pas seule dans cette situation.

La plupart des femmes qui nous appellent pensent qu'elles ne peuvent pas avoir de soutien de leur famille, de leurs ami(e)s. Il va sans dire que le support des autres peut donner un relèvement plus rapide. Même en 1983, les préjugés existent toujours contre la femme qui a été violée. Alors il est plus facile de parler avec quelqu'un que tu ne connais pas, autrement dit, il est plus difficile de parler avec ceux/celles que tu aimes parce que leur première réaction est de juger. Dans ces cas-là, leur soutien vient souvent après l'expression des préjugés. Quoique cet appui familial soit bien nécessaire, il faut le distinguer du soutien fondamental et inconditionnel que donne le Centre. Je veux dire le soutien dans un contexte féministe.

Louise: Y a-t-il une responsable du Centre?

Debbie: Non, nous sommes une collectivité, composée de seize membres présentement. Six des membres de notre collectivité sont rémunérées. Parmi celles-ci, trois sont à temps partiel et verront leur contrat se terminer à la fin avril car la réserve de fonds est épuisée. Les trois autres demeureront permanentes.

Louise: Quelle approche employez-vous pour la formation de vos volontaires?

Debbie: Encore là, un changement s'est produit il y a environ deux ans. Auparavant, nous avions un programme spécial, nous avions des réunions ouvertes à toutes les femmes qui pouvaient satisfaire deux prérequis: 1) elles devaient s'identifier comme féministes et 2) elles devaient s'engager un an au Centre (il faut au moins six mois avant qu'une femme puisse se sentir à l'aise au téléphone et qu'elle puisse connaître toutes les lois, les approches avec les femmes qui recherchent de l'aide).

Lors de ces réunions, nous expliquions la position du Centre — que nous étions *pour* le droit à l'avortement, *pour* les droits des lesbiennes, de toutes les femmes. Nous expliquions aussi toutes les tâches auxquelles le Centre s'engageait — les heures de téléphone, le travail avec le public, etc. . . Et après tout ceci, nous aboutissions avec la moitié des femmes qui étaient venues! Soit parce qu'elles n'étaient pas prêtes à entreprendre tout ce travail, soit parce qu'elles ne se sentaient pas à l'aise pour travailler avec des lesbiennes, soit qu'elles étaient contre l'avortement.

Après les réunions, nous présentions un programme, qui durait six semaines, où nous éduquions les femmes sur tous les aspects du viol — les lois, les politiques, l'analyse féministe. . . Au bout de ces six semaines, ces femmes devenaient membres de la collectivité — on a déjà compté soixante membres!

Nous nous sommes rendues compte que cette formation n'était pas suffisante, les femmes n'étaient pas préparées pour la variété

d'appels qu'on recevait. Le tout se passait trop vite pour que les femmes puissent absorber l'information et intégrer les changements que cette information apportait à leur vie. La femme qui travaille au Centre voit sa vie changer assez radicalement et a besoin elle aussi de support, de préparation, de temps.

Nous avons donc changé notre approche pour la formation de nos volontaires. Maintenant les femmes qui veulent travailler au Centre doivent d'abord participer, faire partie des groupes d'entraide pendant plusieurs mois. Ces groupes sont structurés et procèdent de la même façon que notre collectivité, ce qui permet aux nouvelles volontaires de prendre le temps de connaître le Centre avant de devenir membres. Cette nouvelle approche nous permet aussi d'abolir le prérequis obligeant les femmes à s'identifier comme féministes: les groupes d'entraide sont ouverts à toutes les femmes. Par contre les membres de la collectivité doivent s'identifier comme féministes — celles qui veulent s'y joindre ont maintenant le temps et les moyens de faire la transition, que cela prenne trois, six, ou douze mois. Les groupes d'entraide ressemblent un peu aux "consciousness raising groups" et offrent une éducation féministe.

Louise: Y a-t-il plusieurs volontaires qui partent parce qu'elles sont épuisées?

Debbie: Pas tellement depuis deux ans, on est parfois fatigué, oui, mais il y a seulement quatre femmes qui sont parties depuis deux ans. Nos principes fondamentaux sont mieux établis maintenant. En principe, nos groupes visent un modèle anti-psychiatrique avec une analyse féministe. Ceci veut dire qu'on rejette l'approche "professionnelle" qui définit les rôles en tant que psychiatre ou psychologue puissant et cliente ou victime malade. Je trouve dangereuse l'attitude qui dicte: "Je suis dans la position d'identifier TON problème et je peux te dire quoi faire, puisque j'ai huit ans de formation professionnelle derrière moi". C'est cette révérence de l'autorité que nous cri-

tiquons chez les professionnels.

Nous ne sommes pas différentes des femmes qui nous approchent, les membres de la collectivité sont peut-être elles aussi des femmes qui ont été battues, violées, et elles sont toutes opprimées en tant que femmes. Nous avons un peu plus d'expérience, de ressources, parce que nous travaillons dans un centre contre le viol. . . Pour nous, la théorie féministe répond adéquatement aux besoins qui se font sentir au Centre. Nous recherchons des solutions autant sociales que personnelles.

Louise: Alors, pour vous, c'est une contradiction de se dire psychiatre féministe, même s'il y en a plusieurs qui le font?

Debbie: Exactement. Il existe sûrement des thérapeutes féministes, mais ceci devrait nécessiter une approche anti-psychiatrique, une dévalorisation du pouvoir.

Louise: Y a-t-il une association nationale des Centres?

Debbie: Oui, l'association "nationale" est composée du regroupement du Québec ainsi que de quatre coalitions des Centres contre le viol. Ces quatre coalitions représentent les provinces maritimes, l'Ontario, les trois provinces des prairies, et la Colombie Britannique. Il y a quarante-cinq centres au Canada.

Louise: Les Centres partagent-ils la même philosophie?

Debbie: Non, puisqu'on peut percevoir le viol de différentes façons. Ces perceptions sont souvent formées par l'environnement, la région où le Centre est situé — l'accès à la littérature féministe est à peu près nul dans certaines régions.

Louise: Comment êtes-vous perçues par les autres associations, par exemple la police, les hôpitaux, ici à Toronto?

Debbie: Comme des radicales!

Louise: J'ai remarqué cette année que vous avez été obligées de faire un appel spécial au public pour des fonds. Est-ce que c'est une pratique habituelle?

Debbie: Oui. J'explique. Chaque province peut donner un octroi (il se peut qu'une province refuse de subventionner ses Centres) qui doit

être divisé à part égale parmi les Centres de cette province. Alors, un Centre comme le nôtre, à Toronto, ne peut pas dépendre de cet octroi pour sa survie. Nous dépendons plutôt de nos campagnes de fonds — nous en avons cinq. Une de ces campagnes vise les individus, et elle est continue. Les quatre autres campagnes sont annuelles et elles visent les corporations, les fondations, les syndicats, et les églises. Nous avons aussi un octroi municipal de 20,000 dollars. Nous avons toujours besoin d'argent — notre budget est d'environ 100,000 dollars.

Louise: Il est évident que le Centre offre des services indispensables aux femmes, par contre votre entourage est loin d'être luxueux; croyez-vous que ceci est une question purement politique? C'est-à-dire, étant dans un système capitaliste, le Centre est secondaire (pour les politiciens) puisque ses

affaires ne sont pas rentables?

Debbie: Oui, mais encore plus que le capitalisme, je dirais que c'est l'existence du patriarcat qui donne une place secondaire à toutes les femmes.

Louise: Et pour l'avenir, Debbie, le Centre connaîtra-t-il de nouvelles expansions?

Debbie: Je rêve toujours. J'aimerais voir le jour où le Centre serait *propriétaire* d'une maison pour toutes les femmes. Nous pourrions y incorporer toutes les dimensions de la violence contre les femmes. Le contrôle serait le nôtre, nous dépendrions moins des subventions, nous pourrions augmenter le nombre de nos employées. Notre travail serait plus conséquent et nous augmenterions nos services.

Louise: Vous visez l'indépendance mais ne croyez-vous pas que le gouvernement s'appropriera le Centre? Est-il possible que le Cen-

tre soit éventuellement financé par le ministère de la Santé ou le ministère des Services sociaux?

Debbie: Le gouvernement a sans doute cette intention, il veut nous diriger davantage. Nous, ici à Toronto, nous sommes privilégiées parce que nous ne dépendons pas des octrois gouvernementaux; nous les apprécions, mais nous faisons appel à un plus grand public que d'autres Centres, pour nos fonds. Je souhaiterais que le gouvernement se contente d'un compte-rendu financier, pas plus. Et j'espère que le gouvernement se rendra compte que depuis toujours, il a négligé ses responsabilités envers les femmes.

le 21 mars, 1983.

Louise Grandbois fait sa maîtrise en psychologie à l'Université de Toronto; elle est actuellement en formation comme volontaire au Centre contre le viol à Toronto.

Commission of Inquiry on Equality in Employment

Judge Rosalie S. Abella
Commissioner



La Commission d'enquête sur l'égalité en matière d'emploi

Mme le juge Rosalie S. Abella
Commissaire

On June 27, 1983, the Government of Canada established a Commission of Inquiry to study discrimination in the workplace against women, native people, disabled persons and visible minorities. The Commission is to report by the end of the year on the most efficient, effective and equitable ways to promote equal employment opportunities, eliminate systemic discrimination, and assist all individuals to compete for employment opportunities on an equal basis.

Interested organizations, groups or individuals are invited to make written submissions to the Commission by October 15, 1983. Please address inquiries to:

Commission of Inquiry on
Equality in Employment
264 Adelaide Street East
Toronto, Ontario
M5A 1N1
(416) 369-4722